

Soutien à la Grèce : initiative utile du Parti de la France

À l'initiative du Parti de la France, un appel a été lancé sur les réseaux sociaux pour exprimer un soutien patriote aux Grecs, qui se retrouvent quasiment seuls à défendre leurs frontières mais aussi celles de l'Union européenne. Plusieurs orateurs se sont succédé, place de Bolivie, vendredi dernier, à quelques centaines de mètres de l'ambassade de Turquie.



C'est la seconde fois, en moins d'une semaine, que des patriotes se font entendre pour adresser un message clair à l'État turc. En effet, les Identitaires s'étaient déjà donné rendez-vous, le 7 mars, non loin de l'ambassade de Turquie, en déployant une banderole «Erdogan, ennemi de l'Europe».



L'Union européenne ne semble pas concernée par la défense de ses frontières, malgré le battage médiatique en faveur d'une mythique armée européenne. Seuls quelques États-nations ont manifesté leur solidarité avec la Grèce, parmi lesquels la Tchéquie, la Slovaquie, la Pologne, l'Autriche et Chypre. Se contentant d'une condamnation du bout des doigts de

l'offensive turque, la Commission ose se dire prête à débloquer 500 millions d'euros pour dissuader Ankara de faire entrer en Europe, via la Grèce, des millions de « migrants ». Le roman des réfugiés fuyant la guerre ne trompe personne : tous les observateurs, des Démocrates suédois à Jordan Bardella le disent : les candidats à l'invasion migratoire sont essentiellement des Maghrébins, des Afghans, quand ce ne sont pas les djihadistes de Daech rescapés de Syrie !



Il est clair que ce chantage sur les « migrants » n'a d'autre but, pour les Turcs, que d'obtenir un soutien occidental en Syrie, au moment où la Russie, en appui au régime syrien, gagne la partie sur le terrain. Et l'on voit bien les limites de cette Union européenne, incapable d'avoir une politique étrangère commune. Le spectacle de faiblesse qu'elle offre n'est pas pour rassurer et le régime d'Ankara l'a parfaitement compris. Tenu en échec par la Russie de Poutine, Erdogan se résout à frapper l'Occident sur un autre front. Et la terre grecque est une nouvelle fois la cible des convoitises turques.

Qu'un ministre turc en exercice puisse oser dire : « un million de migrants iront bientôt en Europe. Les gouvernements européens tomberont, leurs économies déstabilisées. Ils ne pourront rien y faire », ne semble pas ébranler ni Macron ni Merkel, ni Von der Leyen. Dans son allocution, Macron nous fait un couplet sur le « danger d'un repli nationaliste », mais pas un mot sur la Syrie, ni sur l'impérialisme turc aux portes de l'Europe. Cet homme n'a décidément aucun sens de l'histoire, aucune vision géopolitique du monde. C'est dans ce

contexte que s'est déroulé le rassemblement des militants du Parti de la France, place de Bolivie.

Et c'est à Fiorina Lignier que revient la première prise de parole. Vous vous souvenez, cette étudiante que les milices de Macron ont éborgnée à vie dans une manifestation des Gilets jaunes ?



Elle explique que Frontex aurait dû déployer des milliers d'hommes pour défendre la frontière grecque, alors que l'Union européenne se couche devant le sultan Erdogan. Selon elle, en vertu de la jurisprudence de la Cour de justice européenne, les clandestins, s'ils passent la frontière, ne pourront jamais être expulsés puisqu'ils viennent de pays « non sûrs ». La Turquie n'a sa place ni dans l'Otan, ni dans l'Union européenne. Puis elle conclut : « c'est entre nos mains que repose le sort de l'Europe ».

C'est ensuite le tour du politologue Olivier Piacentini, auteur de « OPA sur l'Élysée ». Il rappelle que Erdogan lâche les migrants dont l'Union européenne lui a confié la garde moyennant la modique somme de 6 milliards d'euros. Mais ce sont avant tout des soldats programmés pour islamiser l'Europe, à qui l'on demande de ne surtout pas s'intégrer !



Puis Épona nous fait la lecture du message d'Irène Dimopoulou, journaliste et militante du mouvement « Aube Dorée ». Sauvons notre honneur, soyons fiers de nos ancêtres grecs et européens ! (...) Prenons le taureau par les cornes et devenons les remparts de l'Europe (...) Combattons et Dieu nous donnera la victoire ! ».

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Aube_dor%C3%A9e_\(Gr%C3%A8ce\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Aube_dor%C3%A9e_(Gr%C3%A8ce))

Puis, le président du mouvement belge « Nation », Hervé Van Laethem, prend la parole. Il rappelle que la Turquie compte 80 millions d'habitants et qu'elle abrite la deuxième armée de l'Otan. Elle a encore un pied à Chypre. Que faire ? Informer et alerter l'opinion publique, se coordonner avec les patriotes grecs et essayer d'envoyer des renforts sur place. Il nous informe que des comités « Action, solidarité » sont mis en place en Belgique. Il faut que la Turquie cesse son chantage, quitte la Syrie et Chypre ! Il foule au pied un symbolique croissant, en mémoire du siège de Vienne par le sultan Soliman en 1683 et qui se soldera par la victoire de Kahlenberg grâce à l'appui polonais. Comme l'histoire se répète !



<https://twitter.com/hvl1965?lang=fr>

https://www.persee.fr/doc/camed_0395-9317_1984_num_28_1_957

Thomas Joly, du Parti de la France, termine les allocutions et met en garde contre l'islam conquérant et la pénétration de l'Europe par une population souvent hostile. Face à l'immigration sauvage, il explique que la situation en Grèce n'est plus celle de 2015. Le gouvernement grec n'accepte plus la déferlante migratoire dans les îles de la mer Égée, avec la complicité de certaines ONG partisans. L'armée grecque est aux frontières. Il faut multiplier les actions de soutien.

Hector Poupon

<https://www.parti-de-la-france.fr/>



